

# UNRISD 2000+

Comment l'Institut  
envisage son avenir



Institut de recherche  
des Nations Unies pour  
le développement social

L'UNRISD remercie les gouvernements du Danemark, de Finlande, du Mexique, de Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse qui assurent le financement de son budget général.

Copyright © UNRISD. De courts extraits de cette publication peuvent être reproduits tels quels sans autorisation à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir les droits de reproduction ou de traduction, s'adresser à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. L'Institut accède volontiers à ces demandes.

Les appellations employées dans les publications de l'UNRISD, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et le matériel qui y est présenté n'impliquent aucun jugement de la part de l'UNRISD sur le statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville, d'une région ou de ses autorités ou sur la délimitation de ses frontières ou limites.

Les opinions exprimées n'engagent que leur(s) auteur(s). En les publiant, l'UNRISD ne les fait pas nécessairement siennes.

avril 2002

ISBN 92-9085-041-8

## **Table des matières**

<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Le mandat et le réseau de l'UNRISD</b>	<b>2</b>
Le mandat de l'UNRISD	2
Les préoccupations et valeurs fondamentales	3
L'UNRISD et les milieux de la recherche	3
Renforcer les capacités d'étude des questions sociales dans le monde	4
L'interface entre recherche et politiques	5
L'UNRISD et le système des Nations Unies	5
Autres acteurs politiques	6
<b>Les recherches récentes de l'UNRISD</b>	<b>7</b>
<b>Un regard tourné vers l'avenir</b>	<b>9</b>
Politique sociale et développement	10
Démocratie, gouvernance et droits de la personne humaine	12
Identités, conflit et cohésion	13
Société civile et mouvements sociaux	15
Technologie, entreprise et société	17
Activités et événements	19
<b>Stratégies et méthodologies de recherche</b>	<b>20</b>
<b>Le rayonnement de l'UNRISD: Une stratégie de communication et de diffusion pour l'avenir</b>	<b>21</b>
Diffusion des résultats des recherches	22
Une meilleure vulgarisation et distribution	22
Des coéditions commerciales plus accessibles dans les pays en développement	22
Bibliothèques dépositaires	23
Développement des capacités d'Internet et diffusion électronique	23
Une nouvelle identité visuelle	23



## Introduction

Au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, il est urgent d'aborder le développement économique et social sous des angles nouveaux. Le monde change vite, en bien comme en mal. Les grandes fortunes se consolident et côtoient la misère. Sur le plan économique, les pays sont de plus en plus interdépendants et l'économie mondiale instable, livrée à la spéculation, saute de crise en crise. Le climat d'insécurité et de violence s'aggrave dans beaucoup de sociétés.

Pourtant, les possibilités de progrès social sont immenses. Techniquement, rien ne s'oppose, par exemple, à ce que la faim et la pauvreté soient vaincues. Rien ne s'oppose non plus à ce que les avancées remarquables des sciences médicales se traduisent par une amélioration sensible de l'état de santé et des conditions de vie des populations du monde entier. Les obstacles économiques et politiques à la réalisation de ces objectifs sont légion. Mais la révolution des techniques de l'information élargit considérablement les possibilités de coopération transnationale et permet notamment à des coalitions de se former pour soutenir des initiatives sociales.

Les conditions d'existence du plus grand nombre vont-elles s'améliorer ou se dégrader dans les années à venir? La réponse à cette question n'est pas sans dépendre de la qualité des recherches sociales. Les politiques publiques et initiatives privées conçues pour apporter un changement constructif doivent s'appuyer non seulement sur des informations fiables quant aux tendances sociales et sur une analyse rigoureuse des options possibles, mais aussi sur des débats capables de faire apparaître une vision nouvelle de la condition humaine. La pensée orthodoxe est impuissante lorsqu'il s'agit d'inventer des solutions aux problèmes inédits d'un monde en mutation rapide.

L'heure est donc au questionnement, à la remise en cause des hypothèses sur lesquelles reposent les modèles actuels du développement, des concepts employés dans la construction de ces modèles, et des méthodologies choisies pour produire l'information sociale et économique de base. L'heure est venue d'imaginer d'autres scénarios, de jeter de nouvelles passerelles entre les sciences physiques et sociales, d'encourager un dialogue plus fructueux entre l'économie et les disciplines connexes et surtout de laisser les universitaires et les militants des pays en développement, dont le savoir n'est pas exploité systématiquement, s'exprimer beaucoup plus dans le débat sur le développement.

Les travaux que réalisera l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) au cours des cinq prochaines années contribueront à un renouvellement de la recherche pour le développement international. L'Institut mettra à profit sa position particulière – au point de convergence entre les organisations internationales, la société civile et les milieux universitaires – pour ouvrir de nouveaux espaces de créativité et de dialogue et favoriser une meilleure circulation des idées dans la communauté internationale et au-delà.

## **Le mandat et le réseau de l'UNRISD**

L'UNRISD est un Institut de recherche indépendant qui fait partie du système des Nations Unies. Il n'est associé à aucune institution spécialisée en particulier. Il n'est pas limité à un champ d'étude étroitement défini et ses travaux ne sont pas soumis aux contraintes bureaucratiques ou politiques qui caractérisent nombre d'institutions intergouvernementales. C'est en toute indépendance que l'Institut définit ses thèmes de recherche, décide de la méthodologie, choisit les chercheurs, tire ses conclusions et publie les résultats de ses travaux.

Entièrement financé par des contributions volontaires, l'UNRISD est en mesure de traiter et de débattre de problèmes centraux du développement social contemporain, même de questions controversées que ne pourraient aborder la plupart des organisations internationales. En même temps, ses programmes de recherche peuvent systématiquement mettre à profit le savoir de diverses catégories de personnes, notamment d'universitaires, de militants, de représentants de gouvernements, de collaborateurs(-trices) d'institutions et de membres de communautés locales. L'UNRISD se caractérise notamment par sa capacité à former de vastes réseaux interrégionaux et interdisciplinaires.

### ***Le mandat de l'UNRISD***

Le mandat de l'Institut, tel qu'il est énoncé dans un Bulletin du Secrétaire général des Nations Unies de 1963, est d'effectuer des recherches en rapport avec les politiques menées ou à mener, sur des questions pressantes du développement social. Ces questions touchent à trois processus distincts mais étroitement liés: l'amélioration des *rapports sociaux*, l'amélioration des *institutions sociales* mises en place pour répondre aux préoccupations de la collectivité et l'amélioration de la *protection sociale*.

Ces processus constituent à la fois des moyens et des fins. En tant que fins, ils sont l'aune permettant de déterminer dans quelle mesure l'amélioration matérielle a réussi à se traduire en progrès social. Ils peuvent signaler les cas où les coûts sociaux de certaines stratégies de développement économique sont trop élevés ou inégalement répartis entre groupes sociaux et entre générations.

Les processus du développement social peuvent aussi être envisagés sur un mode instrumentaliste, en tant que moyens. Les économistes reconnaissent depuis quelque temps que certaines formes de consommation doivent être considérées comme un investissement social, et, partant, comme des machines à accélérer la croissance économique. Ces dernières années, des théories relatives à la croissance endogène (qui comportent des variables institutionnelles et politiques) ont encore conforté cette vision instrumentaliste du développement social. Des concepts tels que ceux de "capacités sociales" et de "capital social" dénotent un désir croissant d'établir des institutions et des rapports sociaux favorisant une activité économique productive ou de renforcer ceux qui existent déjà.

Si le développement social tient une place importante dans l'amélioration des résultats économiques, il importe qu'il ne soit pas relégué au second plan dans le discours du développement,

ou pis encore, qu'il ne soit pas le produit de manipulations bureaucratiques. C'est là un danger récurrent. En fait, si l'UNRISD a été créé, c'est précisément parce que de nombreux penseurs du développement étaient mécontents de voir les questions sociales traitées comme subsidiaires par rapport aux questions économiques.

### ***Les préoccupations et valeurs fondamentales***

Institut des Nations Unies, l'UNRISD a toujours fondé ses travaux sur les valeurs du développement proclamées dans la Charte des Nations Unies et dans diverses déclarations et résolutions internationales. Deux valeurs centrales du développement social y sont à plusieurs reprises énoncées: toute personne a droit à une vie décente et tous doivent pouvoir participer également à la prise des décisions qui ont une incidence sur leur vie. Au fil des années, ces deux valeurs essentielles ont guidé l'UNRISD dans ses recherches. Mais paradoxalement, le fait qu'un grand nombre de gouvernements et d'organisations non gouvernementales (ONG) y aient adhéré les a en quelque sorte banalisées. Le pari pour la recherche est donc non seulement de leur donner un contenu tangible et de contribuer à les rendre opérantes, mais aussi de montrer dans quelle mesure elles s'inscrivent dans les faits.

De leur côté, les Nations Unies sont aujourd'hui plus explicites sur les mécanismes sociaux et institutionnels nécessaires à la promotion de leurs valeurs fondamentales. Les questions touchant aux moyens d'existence, en particulier celles de la pauvreté, de l'inégalité et du développement économique, sont toujours au centre de leurs préoccupations. Mais elles portent une attention nouvelle à l'incidence sur l'environnement des stratégies et des politiques conçues pour s'attaquer à ces problèmes. De même, elles ont beaucoup insisté ces dernières années sur le respect des droits de l'homme et la démocratisation. L'égalité entre hommes et femmes fait aussi partie intégrante aujourd'hui de l'ordre du jour du développement.

Toutes les recherches effectuées à l'UNRISD tiennent compte de ces éléments essentiels de l'ordre du jour international. L'éradication de la pauvreté, la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, l'égalité entre hommes et femmes et la viabilité de l'environnement sont des préoccupations que l'on retrouve dans chaque programme. De même que le rythme rapide de la mondialisation, avec laquelle le développement social doit absolument compter au début du XXI<sup>ème</sup> siècle. L'interdépendance économique croissante des pays et la formation d'identités supranationales sont à l'origine de difficultés nouvelles, et ont des répercussions dans pratiquement tous les domaines où s'exerce la recherche pour le développement social. La dimension universelle du mandat de l'UNRISD—le rôle qu'il joue dans la constitution de réseaux de chercheurs interculturels et internationaux et sa volonté de mieux faire comprendre quel contexte de politique internationale est favorable au développement—rend plus importante encore l'analyse de la mondialisation dans tous ses travaux.

### ***L'UNRISD et les milieux de la recherche***

Ce qui sépare la recherche de la définition des politiques de développement, c'est le décalage frappant entre le savoir accumulé dans les universités et centres de recherche sur les problèmes et processus élémentaires du changement social et la capacité des décideurs politiques d'accéder à ces informations. L'UNRISD sert à véhiculer le savoir de son lieu de production aux

endroits où il pourra être mis à profit. Pour remplir cette fonction, il est en contact étroit avec les milieux de la recherche qui le considèrent avec respect et bienveillance.

Le personnel de l'Institut affecté à la recherche élabore et dirige des projets qui sont exécutés dans diverses régions du monde par des réseaux auxquels participent des chercheurs locaux. Dans le passé, l'Institut collaborait surtout avec des personnes ou des institutions locales, choisies en fonction de leur connaissance du sujet et associées aux réseaux de recherche pour la durée du projet en question. A l'avenir, il s'efforcera aussi de resserrer ses liens avec des réseaux établis, régionaux ou thématiques, tels que le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA), le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) et l'Association européenne des Instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI). L'Institut aura ainsi plus facilement accès aux recherches en cours dans les pays en développement et sa tâche de diffusion en sera facilitée, tant pour faire connaître les travaux des pays en développement à la communauté mondiale que pour rendre ses propres programmes accessibles au monde en développement. Grâce à des tables rondes sur les sciences sociales et les questions sociales du développement, qui seront organisées à intervalles réguliers au niveau régional, il pourra élargir le cercle des réseaux de chercheurs avec lesquels il est en contact.

### ***Renforcer les capacités d'étude des questions sociales dans le monde***

L'UNRISD associe à ses réseaux de recherche des universitaires et des experts de haut niveau. Bien que la formation ne soit pas sa vocation première, il est particulièrement bien placé pour renforcer les capacités générales des milieux internationaux de la recherche à traiter des questions relatives au développement social, à une époque où la mondialisation progresse rapidement. Il le fait en participant à des réseaux de recherche de dimension mondiale ou consacrés au développement.

A l'avenir, l'UNRISD soutiendra les initiatives, de plus en plus nombreuses dans les pays développés, qui tendent à donner une dimension internationale à la formation et à la recherche en sciences sociales. Chaque fois qu'il le pourra, il accueillera à Genève des professeurs et des étudiants de passage pour qu'ils puissent profiter du cadre institutionnel unique des Nations Unies. Pour inverser la tendance actuelle, qui veut que l'ordre du jour mondial soit établi presque exclusivement au Nord, il faut aussi encourager des instituts de recherche du Sud à internationaliser une partie de leurs activités et renforcer leurs capacités à traiter de questions mondiales sous l'angle mondial, national et régional.

L'Institut parraine depuis de nombreuses années un programme de stages qui permet à un nombre limité d'étudiants diplômés d'exception, venus du monde entier, d'acquérir de l'expérience dans un centre de recherche international. Ce programme devrait disposer de fonds plus importants pour pouvoir offrir une compensation décente à des candidats talentueux de pays en développement. Au cours des prochaines années, l'Institut s'efforcera de créer un programme de "fellowship" pour permettre à des chercheurs professionnels de rester à Genève pour des périodes relativement longues et de travailler sur des projets de l'UNRISD. Pour les plus jeunes, le séjour à Genève sera d'autant plus profitable qu'ils pourront être en



contact avec d'autres organisations internationales dont les activités touchent au développement social.

### ***L'interface entre recherche et politiques***

L'UNRISD a pour mission d'effectuer des recherches dont les résultats sont utiles aux responsables politiques. Il doit obtenir des résultats qui soient scientifiquement fondés et répondent aux préoccupations des responsables politiques, institutions et acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux confondus. Le défi est double. Pour attirer les meilleurs universitaires et penseurs, il doit offrir un cadre propice à un travail indépendant et créatif. En même temps, pour être pris au sérieux par les responsables politiques, il doit être manifestement réceptif à leur besoin d'informations cohérentes, susceptibles de les aider dans leurs décisions quotidiennes.

Les rapports habituels entre spécialistes des sciences sociales et professionnels du développement sont souvent ambivalents, et parfois conflictuels. Souvent les intellectuels rejettent la conception que se font les politiques des problèmes sociaux, les trouvant insuffisamment conscients de la complexité de certaines questions. Les décideurs politiques, de leur côté, jugent trop "académique" le travail des chercheurs qui, souvent, ne répond pas à ce dont ils ont besoin dans la pratique, à savoir un modèle reproductible pour la conception des projets, un cadre stable pour la prise de décisions ou une analyse rapide des particularités de chacun des cas dans lesquels ils doivent se prononcer. Pour obtenir ce qu'ils veulent, les politiques font souvent appel à des consultants auxquels ils donnent un mandat spécifique, ce qui peut faire craindre aux universitaires qu'un cadre d'investigation étroit ne livre aux politiques des informations trompeuses.

Il n'est pas facile de naviguer dans des eaux aussi incertaines. Chaque fois qu'il le pourra, l'Institut veillera à faire précéder la recherche d'un dialogue approfondi entre politiques et spécialistes des sciences sociales. De hauts fonctionnaires traitant de questions politiques essentielles seront invités aux séminaires de préparation des projets, afin que leur apport soit pris en considération dès le début de la recherche. Cette participation non seulement élargit les horizons des chercheurs mais a aussi le mérite d'intéresser suffisamment les politiques à la recherche pour qu'ils tiennent compte ensuite des conclusions des équipes de chercheurs.

### ***L'UNRISD et le système des Nations Unies***

L'intérêt que peut présenter l'Institut pour les responsables politiques est manifestement lié à sa position au sein du système des Nations Unies. Le Directeur de l'UNRISD (nommé par le Secrétaire général) siège dans plusieurs comités du système des Nations Unies, notamment au Comité exécutif sur les affaires économiques et sociales, et dans des comités consultatifs tels que le Comité consultatif de chercheurs extérieurs du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le groupe d'étude Santé et développement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des membres du personnel de l'UNRISD participent aussi aux travaux de certains comités; ils ont siégé notamment (à différentes époques) aux sessions du Groupe d'étude sur le développement rural du Comité administratif de coordination (CAC), du Sous-comité de la nutrition du CAC, et du Groupe de coordination de haut niveau sur les effets de

l'ajustement structurel. Ils présentent des exposés aux auditions de la Commission des droits de l'homme, par exemple. Ils donnent des séminaires dans des cours de formation tels que le séminaire de perfectionnement pour représentants résidents expérimentés du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ils participent également à l'évaluation de certains programmes comme celui du Centre international pour le développement de l'enfant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui est basé à Florence.

L'Institut entreprend parfois de vastes projets de recherche internationaux à la demande d'institutions des Nations Unies. Les grands programmes de l'UNRISD sur les systèmes vivriers et la société et sur la coopération technique et la vie des femmes sont deux exemples passés de ce type de collaboration. De plus, l'Institut organise des conférences avec d'autres institutions des Nations Unies et, pendant les années 90, s'est tout particulièrement employé à fournir un apport intellectuel à des conférences mondiales telles que le Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague, et la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing.

### ***Autres acteurs politiques***

Tout en reconnaissant que ses recherches devaient avant tout suivre les préoccupations des Nations Unies, l'Institut, plus peut-être que n'importe quelle autre institution des Nations Unies, a toujours été sensible au fait que les milieux politiques vont bien au-delà des limites du système multilatéral. Il s'est donc efforcé d'atteindre un éventail d'acteurs aussi large que possible.

Depuis 1990, le personnel de l'UNRISD a conseillé une vingtaine d'institutions bilatérales et de gouvernements nationaux sur des domaines particuliers relatifs au développement social. L'Institut envoie régulièrement des rapports et des ouvrages de recherche à des hauts responsables d'institutions de développement et bénéficie de la présence de beaucoup d'entre eux à ses conférences et séminaires. Il a parfois mené à bien des projets de recherche à la demande d'institutions bilatérales. Ainsi, en 1993, l'Agence danoise d'aide internationale au développement (DANIDA) lui a suggéré d'étudier en profondeur les vulnérabilités et les stratégies de survie de divers groupes dans le Cambodge de l'après-guerre.

L'Institut a aussi engagé un dialogue durable avec les milieux des ONG, au Nord comme au Sud. Il lui arrive souvent de consulter des militants communautaires et des membres particulièrement expérimentés d'ONG du Sud concernant des programmes de recherche spécifiques et de les y associer. De leur côté, des membres du personnel de l'UNRISD prennent souvent la parole lors de réunions d'ONG où ils présentent les résultats de leurs recherches et débattent des questions politiques qui s'y rapportent.

En résumé, l'Institut entend être pour l'ONU une fenêtre ouverte sur le monde de la recherche et les débats politiques qui agitent diverses cultures et sociétés, tout en véhiculant jusqu'au système international les résultats des recherches menées aux niveaux national et local.

## Les recherches récentes de l'UNRISD

En participant aux réseaux, publics et privés, qui composent la communauté internationale du développement, l'UNRISD se tient au courant des tendances sociales et économiques. Cette participation l'aide à identifier les domaines où de nouveaux travaux se révèlent nécessaires et où il peut apporter une contribution utile. Pour tracer les grandes lignes du programme de recherche qui sera exécuté pendant la période 2000-2005, il s'est inspiré de ses contacts, de ses préoccupations et valeurs fondamentales et des résultats des recherches menées à bien au cours de la dernière décennie. Avant d'exposer en détail ce programme, il n'est donc pas inutile d'expliquer sur quels thèmes l'UNRISD a travaillé récemment.

La haine ethnique qui, telle une lame de fond, a déferlé sur le monde à la fin des années 80 et au début des années 90, a été à la base de plusieurs recherches de l'Institut qui a ainsi considérablement développé ses capacités d'analyse dans le domaine des conflits ethniques. Trois projets ont revêtu à cet égard une importance particulière. Le premier, intitulé *conflit ethnique et développement*, a consisté à étudier les causes, processus et conséquences de ce phénomène dans 10 pays. Le deuxième, intitulé *diversité ethnique et politique publique*, a porté sur les politiques propres à régler les conflits ethniques et à favoriser l'intégration harmonieuse d'ethnies différentes dans des sociétés plurielles. Le troisième, qui a traité de la *violence politique et des mouvements sociaux*, a approfondi le discours des mouvements sociaux (le Sentier lumineux, l'ETA ou l'IRA par exemple) qui faisaient usage de la violence à des fins politiques. Pour couronner ces projets, l'Institut a organisé en 1994 une grande conférence internationale sur les violences ethniques, le règlement des conflits et le pluralisme culturel, dans le cadre des réunions préparatoires au Sommet mondial pour le développement social.

Pendant la première moitié des années 90, l'UNRISD a effectué plusieurs études sur le thème *crise, ajustement et transformations sociales* pour mieux comprendre les conséquences sociales et politiques de la récession et de l'ajustement structurel. Il a étudié, d'une part, les changements de stratégies auxquelles recouraient les populations en Afrique et en Amérique latine pour subvenir à leurs besoins et, de l'autre, il a tenté d'analyser la toile de fond politique de la réforme économique. Le projet a rapidement donné naissance à des sous-projets qui ont traité plus spécifiquement de la libéralisation des marchés sous l'angle des politiques sociales. Les grandes difficultés inhérentes au virage au résidualisme en politique sociale—qui met l'accent sur le ciblage et les filets de sécurité sociale, ont été abondamment documentées dans un projet intitulé *restructuration économique et nouvelles politiques sociales*, dont l'apport au Sommet social a été substantiel. La tendance à une sélectivité croissante en politique sociale a été étudiée dans un projet apparenté, intitulé *l'avenir de l'Etat-providence*, qui, parmi les systèmes de protection sociale adoptés dans les pays industrialisés, a dégagé divers modèles et a mis en évidence la grande diversité des réponses au défi contemporain de la mondialisation économique.

L'UNRISD a aussi apporté une contribution utile dans le domaine du *développement durable*, surtout en s'attachant à comprendre le rôle joué par des acteurs et institutions spécifiques dans la protection et la dégradation de l'environnement. Si la pensée dominante était axée sur le dilemme croissance économique-destruction de l'environnement, les partisans du développe-

ment durable ont été souvent lents à explorer les types de rapports sociaux influant sur telle ou telle politique de l'environnement et sur ses résultats selon le contexte politique et culturel. Dans chacun des dix projets réalisés sur des questions socio-environnementales entre 1988 et 1997, l'Institut s'est efforcé d'examiner les causes profondes (sociales, politiques, économiques et naturelles) de la dégradation de l'environnement, ainsi que les changements de politiques et de structures institutionnelles qu'il faudrait pour favoriser un développement durable qui tienne également compte des impératifs sociaux.

Dans le domaine de la protection de l'environnement, comme dans beaucoup d'autres, on se plaît souvent à souligner combien il est important de favoriser la participation des populations locales touchées par la dégradation des ressources naturelles. En pratique, cela suppose fréquemment un effort des "hautes sphères" pour associer les populations locales à un projet de développement, quelle que soit la nature du projet. Toutefois, plusieurs études de l'Institut ont montré que cette démarche n'était pas sans danger: l'effort consenti par de nombreuses institutions pour favoriser la participation a souvent eu pour effet d'inonder les communautés d'agents extérieurs, de mots d'ordre contradictoires et de discours divers. La recherche dans le domaine de *la direction des affaires urbaines* a amplement prouvé qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce que de petites organisations communautaires, ne disposant que de peu de fonds et d'informations ou de compétences limitées, assument les responsabilités de l'Etat ou répondent à des besoins élémentaires qui étaient naguère de son ressort.

L'un des problèmes fondamentaux qui se posent dans le discours des inconditionnels de la participation, c'est la grande confiance accordée généralement à une "société civile" monolithique aux contours imprécis. Cette notion permet de gommer les différences notables existant entre les ONG, les organisations de la base et les mouvements sociaux, sur le plan de l'organisation et des objectifs, et d'ignorer une kyrielle de problèmes inhérents à la politique locale et aux rapports sociaux. Les études de cas réalisées dans le projet de l'UNRISD sur la *coopération technique et vie des femmes* ont montré que la politique sexiste (et de classe) menée à la base avait tendance à empêcher les femmes, surtout les femmes pauvres, d'exprimer leurs besoins et leurs intérêts en public, et en particulier en groupe. Cette recherche a montré que l'importance relative à accorder, d'une part, au travail de sensibilisation et, de l'autre, à des interventions plus concrètes, destinées à répondre à des besoins immédiats, créait, dans les organisations féminines de base, des tensions entre la direction et les adhérentes.

De manière générale, les recherches entreprises à l'Institut sur *l'intégration du "genre" dans la politique de développement* ont permis d'approfondir les difficultés inhérentes à l'introduction de l'analyse par sexe et du souci d'équité entre les sexes dans différents types d'institutions et divers milieux politiques et culturels. Ces recherches ont aussi encouragé le dialogue sur la façon dont il faudrait aborder la théorie et la politique macro-économiques pour rendre dûment compte de la position et des besoins des femmes.

Tout au long de la décennie passée, l'UNRISD s'est attaché non seulement à parrainer des recherches, mais aussi à créer des occasions de discuter très ouvertement des questions macro-

théoriques qui se posent dans le domaine du développement. C'est ainsi qu'en 1995, l'Institut a invité 10 éminents spécialistes des sciences sociales à s'exprimer lors d'une conférence publique qu'il a organisée à Copenhague pendant les derniers jours du Sommet social sur le thème *repenser le développement social*. Et en 1996, il a organisé une conférence sur le thème *mondialisation et citoyenneté*, qui a ouvert un champ nouveau en posant des questions essentielles concernant l'avenir de la citoyenneté (aux niveaux local, national, régional et international) à l'heure de l'émergence d'une économie et d'une société mondiales.

L'Institut a aussi entrepris des travaux expérimentaux dans le domaine de la reconstruction et du développement au sortir des conflits. De 1994 à 1998, il a parrainé le *projet des sociétés déchirées par la guerre*, qui s'est servi de la recherche pour amener des représentants de factions opposées à cerner et à étudier ensemble les problèmes urgents qui se posaient au niveau local pour proposer ensuite des mesures correctives. Ce projet a suscité beaucoup d'intérêt dans la communauté internationale et a permis de débattre de méthodes inédites pour concevoir et appliquer des stratégies axées sur l'apport d'une aide internationale intégrée aux pays sortant d'un conflit.

Enfin, depuis 1995, l'UNRISD a parrainé plusieurs rapports, séminaires et conférences dans le prolongement du Sommet social et de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Dans le rapport qu'il a établi pour le Sommet social, *Etat de désarroi*, l'Institut a rassemblé les résultats de nombreuses recherches évoquées plus haut en une étude sur les répercussions sociales de la mondialisation.

## Un regard tourné vers l'avenir

Le programme de recherche des cinq prochaines années mettra sur les points forts de l'UNRISD en tant qu'institution—ses réseaux et sa connaissance approfondie de certains sujets, ainsi que les connaissances engendrées par ses recherches récentes—pour susciter des possibilités nouvelles de surmonter les graves difficultés que pose le développement dans le monde contemporain. Les domaines dans lesquels l'UNRISD pourra le plus apporter au savoir sur le développement social pendant la période 2000–2005 et où il a un avantage sur d'autres instituts, ont été débattus à diverses occasions, notamment par 25 spécialistes des sciences sociales venus de huit régions (l'Afrique, l'Asie orientale, l'Europe orientale, l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Europe occidentale), réunis spécifiquement dans ce but. Ils ont été débattus également par le Conseil d'administration de l'UNRISD et soumis à l'appréciation de ses principaux bailleurs de fonds.

Suite à ce processus de consultation, l'UNRISD a réorganisé ses travaux en cinq grands programmes: *Politique sociale et développement*; *Démocratie, gouvernance et droits de l'homme*; *Identités, conflit et cohésion*; *Société civile et mouvements sociaux*; et *Technologie, entreprises et société*. Chacun de ces programmes regroupera un certain nombre de projets de recherche et de dialogues. Une première série de projets est envisagée ci-dessous mais, dans chaque pro-

gramme, il y a place pour d'autres projets à proposer. L'Institut aura ainsi plus de liberté pour saisir les occasions qui s'offrent et incorporer une réflexion nouvelle à ses travaux.

### ***Politique sociale et développement***

L'UNRISD donne à la politique sociale un sens large, la définissant comme les politiques, pratiques et institutions de l'Etat ayant une incidence directe sur le bien-être et la sécurité de divers groupes dans une société donnée. Il n'est pas nécessaire que les éléments de la politique sociale soient tous énoncés explicitement. Par exemple, la politique sociale peut ne faire qu'un avec la politique économique lorsque cette dernière vise clairement des objectifs sociaux ou traduit des priorités socio-économiques implicites ou explicites, telles que la baisse de taux de chômage politiquement inacceptables. Néanmoins, certains éléments de la politique sociale sont explicites: c'est le cas des dispositions directes que prend le gouvernement pour assurer la protection sociale, en partie par des subventions et des services publics destinés à profiter à une grande partie de la population. La politique des revenus et les systèmes de sécurité sociale, y compris les régimes de pension, entrent aussi dans le cadre de la politique sociale.

Le contexte économique de la protection sociale s'est très sensiblement modifié ces dernières années, avec le passage à une politique de libéralisation des marchés. En même temps, la conception de la politique sociale a subi plusieurs changements marquants. Lorsque les institutions financières multilatérales ont proposé des réformes du secteur social, elles ont marqué leur préférence pour un système décentralisé de prévoyance sociale, impliquant souvent des ONG ou le secteur commercial privé et laissant à l'Etat le rôle du législateur, de l'acheteur et d'un prestataire résiduel. Ces propositions tranchent nettement avec les politiques sociales universalistes qui ont réussi à réduire les inégalités sociales et à faire reculer de manière spectaculaire la pauvreté dans le monde industrialisé au cours du XX<sup>ème</sup> siècle.

Les changements de politique sociale ont des effets immédiats sur les moyens d'existence des populations. A plus long terme, ils influencent aussi la nature des fractures sociales et des rapports sociaux, ainsi que les perspectives d'un développement économique soutenu dans une société donnée. Il est donc particulièrement important d'étudier attentivement les tendances récentes dans ce domaine et d'améliorer la qualité de l'analyse sociale sur laquelle s'appuient les décisions de politique.

*La politique sociale dans un contexte de développement.* Comme toile de fond intellectuelle à cet effort, l'Institut encouragera un vrai débat interdisciplinaire sur les rapports entre politique sociale, institutions politiques et sociales et développement économique. Les carences du modèle néolibéral devenant de plus en plus manifestes, la réflexion économique est en train de dépasser le paradigme sommaire de la liberté de marché. Les nouvelles théories de la croissance et la nouvelle économie institutionnelle reconnaissent aujourd'hui l'importance pour la croissance économique du capital humain, des institutions sociales essentielles et d'un certain degré de confiance. On recommence à mettre en avant l'interdépendance entre les institutions politiques et sociales, d'une part, et la performance économique, de l'autre. Et les économistes sont de plus en plus nombreux à admettre qu'il y a dans la politique sociale de puissants instruments de développement économique.

Cette évolution n'est cependant pas sans danger: au lieu de favoriser une synthèse originale et féconde de connaissances provenant de tous les domaines de la recherche sociale, elle risque d'inciter les disciplines des sciences sociales à absorber purement et simplement des concepts issus de l'économie. L'UNRISD tient à offrir aux penseurs du développement un cadre institutionnel dans lequel ils puissent imaginer de nouvelles conceptions du monde, intégrant de manière innovante les apports des théories aussi bien économique que sociale.

*Crise économique et réforme institutionnelle.* On peut aussi progresser dans la compréhension des liens complexes existant entre la politique sociale, les modes de développement économique et les changements apportés à l'organisation sociale et politique, en étudiant de près la crise économique et la restructuration telles qu'elles ont été vécues récemment dans diverses régions du monde. Par exemple, les événements qui se sont produits en Asie en 1997-1998 ont suscité un large débat sur les causes de la crise (causes mondiales ou locales?) et sur ses répercussions à long terme sur les moyens d'existence des populations. Les analystes se sont focalisés en particulier sur le cadre institutionnel qui, en Asie, a favorisé une croissance rapide et fait reculer la pauvreté à partir des années 50. Mais leurs recommandations de réforme ont souvent reposé sur une compréhension très sommaire des institutions liées au développement de l'Asie orientale, jugé exemplaire récemment encore.

Dans ce cas comme dans d'autres, il est important de procéder à une analyse sérieuse et impartiale de la logique et de l'évolution des institutions actuellement concernées, et de comprendre les fonctions sociales et économiques qu'elles ont remplies. Quels ont été, par exemple, les points faibles et les points forts des institutions qui ont favorisé une politique industrielle nationale intégrée? Comment les marchés du travail ont-ils fonctionné dans différents pays et contextes et jusqu'où a été leur rigidité? La sécurité sociale n'a-t-elle pas été associée à toute une gamme d'institutions, profondément touchées par la crise économique? Ce genre de questions vaut pour de nombreuses régions du monde, y compris pour la Russie—entraînée comme elle l'est dans une crise financière majeure, aux ramifications sociales et institutionnelles extrêmement graves—pour l'Asie centrale et d'autres régions de l'ancien bloc soviétique qui s'acheminent vers de nouvelles formes d'organisation économique et politique.

*Genre, pauvreté et bien-être.* Dans un débat tel que celui-là, il est évidemment essentiel de se livrer à une analyse par sexe. L'impact du changement économique est souvent très différent sur les femmes et les hommes, de même que l'accès des unes et des autres aux moyens de production, au revenu et aux avantages sociaux. De plus, les moyens d'existence possibles pour les hommes et les femmes varient nettement selon les cultures, de sorte que toute généralisation sur le handicap (ou l'avantage) d'un sexe par rapport à l'autre risque fort d'être confirmée dans certains cas, mais pas dans d'autres. Il est donc possible de faire beaucoup mieux en menant, dans des contextes nationaux variés, des recherches différenciées selon le sexe sur de grandes questions de politique sociale.

La lutte contre la pauvreté en est un bon exemple. Dans un même village ou un même quartier, devient-on pauvre de la même façon et pour les mêmes raisons, que l'on soit homme ou

femme? Ou au contraire les mécanismes sociaux qui mènent à la pauvreté et les moyens de sortir de la misère sont-ils différents, selon que l'on est un homme ou une femme? Peut-on partir de l'hypothèse, comme on l'a souvent fait, que les politiques qui améliorent la position des hommes pauvres auront à peu près les mêmes effets sur les femmes pauvres? La réforme agraire, par exemple, n'a-t-elle pas des répercussions différentes sur les hommes et sur les femmes dans tel ou tel environnement local? Différents types d'aide ciblée doivent-ils nécessairement avoir des effets différents sur les hommes et sur les femmes? Quel genre de politique sociale faudrait-il pour accompagner des stratégies d'emploi à fort intensité de main-d'œuvre et éviter en même temps que la charge de travail ne devienne trop lourde pour les femmes? En répondant à ces questions, l'Institut peut contribuer de manière originale et très concrète à améliorer le contexte de la politique sociale dans les pays en développement comme dans les pays développés.

### ***Démocratie, gouvernance et droits de la personne humaine***

Il est surprenant que, bien que la démocratie et la bonne gouvernance fassent partie intégrante des conditions propices au développement social (au sens le plus large), aucune institution des Nations Unies n'ait entrepris d'étude systématique sur ce sujet. Cela est regrettable parce que favoriser des réformes démocratiques et encourager des institutions à être plus efficaces est une entreprise complexe. Les régions du Sud, en particulier, où donateurs et institutions financières multilatérales sont très influents, sont souvent pressées de divers côtés par le système multilatéral de procéder à des réformes sans que celles-ci soient envisagées dans leur totalité et sans qu'apparaissent l'incompatibilité de certaines initiatives entre elles ni les effets indésirables que peuvent entraîner certains éléments. Le hiatus entre les bonnes intentions et l'analyse détaillée de telle ou telle institution dans un pays donné est également sensible dans le domaine des droits de la personne humaine. Les pays, comme la communauté internationale, peuvent donc bénéficier d'une recherche sociale plus systématique dans ce domaine.

*Politiques de technocrates et démocratisation.* Plusieurs problèmes méritent l'attention, notamment l'opposition entre l'ensemble des efforts déployés pour que les politiques économiques soient élaborées selon des modes technocratiques, d'une part, et la démocratisation réclamée par les citoyens, de l'autre. La tendance, qui se dessine depuis 10 ans, qui consiste à limiter la discussion de la politique économique à un cercle étroit de dirigeants, semblerait avoir de graves répercussions pour la démocratie. En quoi et dans quelle mesure cette tendance a-t-elle affecté l'ordre du jour social et économique des partis politiques et des groupes citoyens? En quoi a-t-elle affecté le fonctionnement des parlements? Quels sont les problèmes de distribution liés à la promotion à la fois d'une gouvernance macro-économique stable et de la démocratisation? Peut-il se former autour de politiques définies par des technocrates les coalitions politiques nécessaires à un ajustement économique stable? La démocratisation a-t-elle nécessairement un effet déstabilisant sur la performance macro-économique? Peut-on gérer l'économie nationale d'une autre façon, qui soit propre à favoriser la consolidation et le développement des "nouvelles démocraties"?

*Réforme du secteur public et Etats en crise.* Dans bon nombre de pays, le succès de la démocratisation dépend manifestement de toute une gamme de réformes institutionnelles. Pour faire



respecter les règles fondamentales de la compétition politique, il doit y avoir un secteur public stable et efficace qui jouisse de la confiance de la population, ce qui fait souvent défaut. En fait, l'Etat, ses capacités et sa gouvernance traversent une crise grave dans nombre de pays en voie de développement et de démocratisation. La crise des capacités se traduit par la faiblesse du système fiscal, des problèmes d'inefficacité administrative, et l'érosion des structures d'incitation, qui sont autant de gages d'un personnel motivé. La crise de la gouvernance se manifeste par l'érosion des institutions et des règles encourageant les acteurs politiques et groupes de pression à chercher à atteindre leurs objectifs politiques par des moyens constitutionnels plutôt que par la violence. Quelles sont les causes de ces crises et quelles mesures faut-il prendre pour les résoudre? Les réformes en faveur d'une "nouvelle gestion des affaires publiques" suffisent-elles à améliorer la performance du secteur public, là où l'Etat est faible? Peuvent-elles rendre le contexte plus favorable à la démocratisation?

*Transfert du pouvoir au niveau local: Etudes de cas de la décentralisation.* De nouvelles recherches sont également nécessaires pour s'assurer de l'efficacité réelle d'autres tendances majeures de la réforme du secteur public, telles que la décentralisation. Le débat mondial sur la décentralisation s'est concentré sur les questions qui se posent au macro-niveau, telles que l'étendue du transfert des pouvoirs et des responsabilités du gouvernement central aux autorités des niveaux inférieurs. Mais quelles répercussions la décentralisation a-t-elle en aval, lorsque les autorités locales sont censées transférer la prise de décisions aux communautés locales et à leurs organisations? Quelles sont les conditions institutionnelles et politiques nécessaires à ce transfert? Que faut-il pour que la prestation de services reste de qualité et pour que la démocratie locale puisse se renforcer?

*Intégration des droits de la personne humaine.* Comme l'idée de décentralisation, la notion d'intégration est entrée dans le discours du développement dans les années 90 sans faire l'objet d'un examen critique approfondi. On peut facilement parler de l'intégration des droits de la personne humaine ou du "genre" sans affronter les questions concrètes de mise en œuvre, ce qui peut affaiblir des initiatives extrêmement importantes pour le développement social. Il est donc nécessaire d'admettre que, bien que le mouvement des droits de l'homme soit de plus en plus puissant, un abîme sépare toujours l'énoncé des principes universels de leur application dans la majorité des pays. Quels sont les obstacles les plus marquants dans tel ou tel pays? Quelles mesures prend-on actuellement pour intégrer les questions des droits de l'homme dans les institutions associées à l'élaboration des politiques au niveau national—institutions gouvernementales, parlement, pouvoir judiciaire—et dans les forces de police? Quelles sont les questions qui font l'objet d'intégration, par quelles institutions le sont-elles et pourquoi? Quelle place les questions relatives aux droits de la personne humaine tiennent-elles dans les activités des partis politiques et des mouvements sociaux dans telle ou telle société?

### ***Identités, conflit et cohésion***

Toute personne possède un ensemble d'identités qui lui donnent un sentiment d'appartenance et de sécurité. Ces identités sont modelées par des environnements changeants: elles viennent de l'éducation, scolaire et autre, ainsi que des structures d'opportunité et de récompense en place. Chacune repose sur un ensemble de valeurs et de règles de conduite qui donnent corps et

sens à la vie. Et chacune contribue à fixer les modes de conflit et de coopération dans une société et un pays donnés.

A la réorganisation rapide que connaissent économies et sociétés au début du XXI<sup>ème</sup> siècle fait écho un réseau d'identités en évolution. Certaines de ces identités, qui se sont formées autour d'une langue, d'une religion ou d'une histoire culturelle commune, ont déclenché ces dernières années des conflits particulièrement meurtriers. Mais le terrain mouvant de l'identité comporte bien d'autres éléments. Les femmes sont en train d'inventer de nouvelles formes de solidarité, souvent par-delà les frontières nationales ou culturelles. De nouveaux cultes, de nouvelles dénominations religieuses surgissent et les anciennes s'adaptent aux temps nouveaux. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, certains groupes s'enflamment pour des idéologies de la haine et, dans le cyberspace, leurs sites Internet côtoient ceux de réseaux farouchement opposés à leurs vues.

Dans les années à venir, le travail de l'UNRISD sur l'identité, qui était auparavant centré sur l'étude des conflits ethniques, prendra sans doute de nouvelles orientations. La recherche de nouvelles formes d'identité et de respect chez les jeunes laissés-pour-compte pourrait être un sujet intéressant, de même que le rôle de la notion de citoyenneté dans la construction de sociétés pluralistes tolérantes.

*Conflit d'identités chez les jeunes marginalisés.* Les jeunes se heurtent à des problèmes d'identité particulièrement difficiles dans le monde d'aujourd'hui. La modernisation économique, qui repose sur un chômage élevé, allié à une réduction des dépenses sociales, les exclut souvent de l'économie productive et du reste de la société. S'ils consomment quelques-uns des produits culturels de la mondialisation, ils n'ont sans doute pas l'espoir réel de se construire un avenir viable. Ce qui leur parvient de la culture mondiale risque donc de servir à des fins destructives plutôt que constructives. Les jeunes exclus (surtout les garçons) sont souvent entraînés dans des guerres de gangs, le trafic et la consommation de drogues et des guerres civiles et se servent du langage de la mondialisation, de ses symboles ainsi que de la violence qu'elle produit pour atteindre leurs objectifs. Les conflits d'identités chez les jeunes marginalisés (hommes et femmes, ruraux et citadins, dans diverses régions du monde) méritent beaucoup plus d'attention que ne leur en accordent actuellement les chercheurs et les milieux du développement en général.

*Pluralisme et citoyenneté.* La citoyenneté est une construction qui superpose explicitement une identité politique égalitaire unique à la kyrielle de loyalismes étroits qu'on a toutes les chances de rencontrer dans une population, dès qu'elle atteint une certaine taille. Quelles que soient leurs convictions et leur situation dans la société, les citoyens sont membres d'une communauté politique et ont, à ce titre, le même droit d'influencer l'ordre du jour public et la même obligation de se conformer aux décisions de la majorité. Ils s'engagent à régler leurs différends dans un climat de tolérance et de respect envers "autrui", que seul le pouvoir d'un Etat légitime peut en définitive créer et maintenir.

Dans un monde qui allie une extraordinaire diversité à un penchant de plus en plus marqué à l'intolérance, ceux qui croient à la démocratie et à la défense des droits de l'homme attachent la plus grande importance à la construction et au renforcement de la citoyenneté. C'est ce qu'il y a de plus nécessaire et de plus dur à faire au sortir d'un conflit, là où la haine ethnique, religieuse et/ou idéologique a sapé les fondements mêmes de toute vie en société. Il suffit de penser aux difficultés soulevées par les conflits qui ont récemment déchiré le Timor oriental, le Kosovo ou le Sierra Leone, pour comprendre l'ampleur du défi.

Des recherches comparées sur le pluralisme, la citoyenneté et la reconstruction politique pourraient être extrêmement utiles dans ce contexte. Quelles leçons peut-on tirer des efforts faits dans le passé pour créer des conditions institutionnelles et idéales favorables à la citoyenneté? Quelle conception a-t-on de la citoyenneté dans divers contextes culturels? Les organisations supranationales peuvent-elles aider la citoyenneté à se construire aux niveaux national et sous-national? Un débat plus large sur la nature de la société civile, dont il est question plus bas, peut aussi enrichir le travail sur ces questions.

### ***Société civile et mouvements sociaux***

Dans la conception actuelle du progrès social, la société civile tient une large place, à la fois comme moyen et comme fin du développement. Il est néanmoins important de générer une conception plus détaillée et plus réaliste de ce qu'est la société civile, non seulement dans des contextes nationaux donnés mais aussi dans la communauté internationale. On peut le faire de diverses manières.

*Etudes de cas sur la construction de sociétés civiles.* Une méthode consiste à se concentrer sur la manière dont la société civile se forme concrètement dans les pays sortant d'une longue période de régime autoritaire ou dans des pays déchirés par la guerre où les institutions de l'Etat sont à reconstruire. Comment créer des lieux de participation pour des acteurs non publics et comment ces acteurs conçoivent-ils leur rapport à l'Etat? Quelles sont les mesures prises pour établir des relations de travail constructives entre le peuple et le gouvernement et comment tracer la ligne de démarcation entre le "public" et le "privé"? Qui prône l'émergence d'une société civile? Et avec quels espoirs en tête? L'étude de luttes spécifiques menées pour former et définir la société civile apporterait des éléments concrets à un débat qui est souvent rhétorique et idéaliste.

*Evaluation d'initiatives prises par des donateurs.* Il pourrait être utile de se pencher aussi sur un certain nombre d'initiatives prises par des donateurs pour hâter la formation d'une société civile nationale et de réaliser des études de cas sur des interventions réelles d'institutions clés du développement dans des pays donnés. Des questions stimulantes peuvent être posées pour orienter cette recherche. Si les sociétés civiles évoluent de manière très complexe et spécifique, dans quelle mesure des acteurs extérieurs peuvent-ils par exemple contribuer à la formation d'une "société civile forte"? L'implication d'agents extérieurs ne fausse-t-elle pas l'évolution locale en y introduisant des préoccupations étrangères? Est-il important de faire une distinction entre la formation de la société civile et le renforcement d'organisations qui en font partie?

Pour qu'une société civile s'édifie, il semble nécessaire de créer un environnement favorable à toutes sortes d'actions citoyennes (un cadre législatif et réglementaire qui les soutienne, par exemple). Il faut aussi que des coalitions se forment, que s'instaure un débat impliquant tous les courants de la société et que les citoyens participent à la planification du développement. Dans quelle mesure les acteurs extérieurs favorisent-ils ce type d'évolution? Que se passe-t-il lorsque l'appui extérieur va systématiquement au secteur des ONG de certains pays? Cela ne favorise-t-il pas la prolifération de ces organisations et peut-être l'éclatement et l'affaiblissement de l'action politique à la base? Qu'est-ce que cela implique pour la réforme de l'Etat?

*Etude comparative de mouvements sociaux exemplaires.* Pour comprendre les possibilités qui s'ouvrent à l'action citoyenne dans divers pays du monde, on peut aussi appliquer une autre méthode et se concentrer sur une question particulièrement importante et étudier les types de mobilisation et les formes d'organisation qui se créent autour d'elle. De plus en plus de mouvements sociaux se constituent pour affronter un problème donné. Ces problèmes, dont la gamme est très large, sont anciens et nouveaux, locaux et transnationaux. La réforme agraire, les droits des populations autochtones, le droit à la propriété foncière et la prestation de services publics dans les quartiers urbains économiquement pauvres, les droits des femmes, les droits de la personne humaine, les normes et les droits du travail sont des questions très mobilisatrices. Certains de ces mouvements rassemblent des groupes assez homogènes et d'autres des personnes ayant des intérêts très divers. Les mouvements de débiteurs en Amérique latine, par exemple, comptent des propriétaires de petites entreprises, des ménages de la classe moyenne qui sont propriétaires de leur maison ou de leur appartement mais qui ne peuvent plus régler leur hypothèque, et une forte proportion de travailleurs pauvres. Pour combattre la négociation secrète d'un accord multilatéral sur les investissements, les esprits se sont mobilisés par delà les classes et les continents.

Une comparaison attentive de mouvements sociaux choisis peut apporter des éléments concrets au débat sur la société civile, en montrant combien des initiatives populaires prises aux niveaux local, national et international peuvent infléchir l'ordre du jour politique et en analysant les obstacles qui se dressent dans des cas précis. Comme il est beaucoup question actuellement de la composition et des capacités d'une société civile "transnationale" ou "mondiale", l'UNRISD explorera systématiquement, lui aussi, cette notion. Peut-il y avoir une société civile mondiale sans gouvernement mondial? Qui fait partie de cette société civile mondiale et comment ces individus et organisations fonctionnent-ils? Quels rapports les ONG internationales entretiennent-elles avec des organisations internationales comme la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale du travail (OIT)? Quels rapports ont-elles avec les ONG nationales et les gouvernements?

*Comment s'organiser au niveau local.* Enfin, les recherches pourraient dépasser les niveaux international et national et quitter le terrain de la politique officielle et de la définition des politiques pour engendrer un savoir sur la société civile à partir de l'étude de différents modes d'organisation rencontrés au plan local. La base, à travers le monde, s'est dotée de stratégies pour défendre ou améliorer son accès aux ressources, aux revenus et aux services. Dans certains cas,

ces stratégies sont associées à des projets spécifiques, exemplaires d'un développement différent. Ces efforts vont dans le même sens que les courants de la pensée économique et sociale qui vantent les initiatives de la base et l'indépendance de l'Etat. Des études comparatives d'initiatives heureuses et malheureuses, prises dans différents contextes politiques et culturels, pourraient améliorer la qualité du débat sur ce sujet.

### ***Technologie, entreprise et société***

L'accélération constante de l'évolution technologique a été l'une des caractéristiques marquantes du XX<sup>ème</sup> siècle, et surtout de ses dernières décennies. Bien que cette évolution soit souvent analysée sous l'angle technique ou économique, c'est avant tout un phénomène social. Le moteur central de l'évolution technologique, ce ne sont pas de nouvelles découvertes scientifiques, qui peuvent se produire et se produisent régulièrement, mais l'adéquation entre les nouvelles possibilités techniques et les intérêts et capacités des groupes sociaux influents.

Dans une économie de marché, où l'usage qui est fait de la technologie est fortement influencé par des décisions prises dans des instituts de recherche et des sociétés privés, il y a une tension constante entre le désir du secteur privé de maximiser ses profits et l'attente du public qui veut que les nouveaux produits et techniques répondent à des besoins sociaux (sans doute moins lucratifs). Il en résulte différentes formes de réglementation publique et une épreuve de force perpétuelle entre les groupes défendant les intérêts du public, les milieux de la recherche scientifique et les entreprises qui se servent des nouvelles techniques et dont l'usage qu'elles en font a une incidence directe sur l'économie, la société et l'environnement.

Les travaux de l'UNRISD dans ce domaine s'inspirent d'études de cas et de débats menés aux niveaux national et international sur les moyens d'encourager une utilisation socialement plus responsable des sciences et techniques de divers secteurs, notamment des techniques de l'information, de la biotechnologie et du génie génétique. Ils s'appuient aussi sur des études plus générales du comportement des entreprises, dont la responsabilisation est souvent liée à des problèmes sociaux et environnementaux qu'elles ont rencontré.

*Technologies de l'information et développement social.* En réunissant en une seule gamme de produits et de services le potentiel conjugué des télécommunications, de l'informatique et des médias, le secteur des technologies de l'information peut aujourd'hui, à condition de disposer des ressources voulues, connecter instantanément les catégories de gens les plus diverses à des réseaux mondiaux allant de l'Internet à la téléphonie et à la télévision par satellite. Une telle capacité a de profondes répercussions sur l'organisation sociale et économique. Elle peut aussi bien ouvrir des possibilités extraordinaires et permettre d'améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie à travers le monde qu'exacerber des problèmes déjà graves de polarisation économique et de conflit culturel.

Bien que les milieux du développement placent de grands espoirs dans le potentiel des technologies de l'information, les recherches sociales sur des expériences concrètes faites dans ce domaine dans des pays en développement sont étonnamment peu nombreuses. Quelles conditions technologiques et institutionnelles faut-il remplir pour favoriser l'édification d'une

société de l'information ouverte à tous plutôt qu'un monde divisé entre les "nantis" de l'information et les autres? Pour répondre à cette question, il est important d'expliquer les options politiques et stratégiques qui s'offrent dans des domaines tels que les télécommunications, les services informatiques, l'éducation et l'électrification des campagnes, et d'étudier dans quelles conditions sociales et politiques les nouvelles technologies peuvent effectivement contribuer à l'autonomisation de divers groupes.

Bien qu'il faille réaliser des recherches au niveau local pour comprendre la relation entre les nouvelles technologies de l'information et les cultures et besoins locaux, il est aussi essentiel de porter son attention sur des questions de politique nationale et internationale. Le secteur des technologies de l'information est très concentré et les sociétés multinationales, qui pèsent lourd dans les décisions relatives aux investissements, échappent en partie à la réglementation nationale. L'insuffisance du système actuel de réglementation international face à l'évolution rapide des technologies n'est guère contestée.

*Biotechnologie et génie génétique.* La situation est encore plus complexe dans les domaines de la biotechnologie et du génie génétique, où les conflits entre intérêts commerciaux et priorités sociales sont à la fois inévitables et extrêmement difficiles à régler. De toute évidence, le fait que des particuliers et des sociétés privées puissent maintenant breveter les gènes d'êtres humains, de plantes et d'animaux créent des problèmes philosophiques et pratiques d'une ampleur sans précédent. L'UNRISD pourrait être un lieu d'échanges multidisciplinaires où cette question pourrait être débattue et où l'on pourrait mener des recherches sur la dynamique économique et sociale de la "bioprospection" et de la "biopiraterie", telles qu'elles sont pratiquées dans le tiers monde en particulier.

L'Institut pourrait aussi étudier l'apport potentiel et réel des biotechnologies à la santé de la majorité de la population mondiale, qui a peu de revenus. Quel genre d'incitations faudrait-il pour que les sociétés pharmaceutiques consacrent une plus grande part de leurs ressources et de leur temps à la production de ces médicaments efficaces et bon marché dont de nombreuses régions du monde ont tellement besoin? Comment les pauvres peuvent-ils rivaliser quand de plus riches qu'eux demandent des traitements médicaux très coûteux, des produits qui améliorent la qualité de la vie, des "bébés sur mesure" etc. Les ravages du SIDA et les progrès réalisés dans la lutte contre cette maladie seraient à cet égard un important sujet d'étude de cas.

*Sociétés transnationales et responsabilité sociale.* Certains aspects du long débat sur la responsabilité des entreprises (dans le domaine de la protection de l'environnement essentiellement) ont de toute évidence un rapport avec ces préoccupations. Avec la généralisation des techniques de l'information et l'essor que connaissent les mouvements sociaux transnationaux, les entreprises sont de plus en plus sensibles à la menace que peut constituer l'opinion publique lorsqu'elle se mobilise pour une cause. Beaucoup d'entreprises se sont efforcées de projeter une image de "bonne citoyenne" et à mettre au point des systèmes de réglementation volontaire dans leur secteur professionnel. Si les grandes sociétés disent respecter tous les interlocuteurs concernés

par leur activité, elles se bornent souvent à remplir leurs engagements envers leurs actionnaires dont elles sont traditionnellement les obligées.

Quels enseignements peut-on tirer de cette expérience jusqu'à présent? On peut étudier cette question, non seulement en évaluant jusqu'où vont les entreprises pour se doter de systèmes de gestion qui soient socialement responsables, mais aussi en analysant les politiques gouvernementales, les incitations marchandes, les pressions et partenariats qui sous-tendent ou favorisent la responsabilisation des entreprises. Les nombreuses recherches déjà faites sur la réglementation des sociétés transnationales par le secteur public ne sont manifestement pas sans intérêt dans ce débat.

### **Activités et événements**

Les travaux qui seront effectués dans le cadre des programmes exposés plus haut seront complétés par un certain nombre d'activités qui permettront à l'Institut de répondre à des demandes spéciales de collaboration ou de s'atteler à de nouvelles tâches pour enrichir le débat sur le développement.

En juin 2000, par exemple, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu une session extraordinaire à Genève pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des accords du Sommet social. Cette session a été pour tous les particuliers et institutions qui adhèrent aux objectifs du Sommet et à son Programme d'action l'occasion de faire le point de la situation sociale actuelle et d'avancer des idées qui puissent déboucher sur une amélioration. L'UNRISD a contribué à cet exercice notamment par un livre (*Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social*) dans lequel il étudie les principales tentatives faites récemment dans la communauté internationale pour renforcer un "contexte propice" au progrès social. L'Institut a aussi collaboré avec des universitaires de cinq pays d'Afrique occidentale francophone pour dresser le bilan du développement social et des réformes des politiques sociales menées dans leur région pendant les années 90.

Toujours en juin 2000, l'Assemblée générale, réunie à New York, a tenu une session extraordinaire sur la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. A cette occasion, l'Institut a parrainé des ateliers destinés à approfondir certaines des questions éthiques, stratégiques et théoriques que soulève pour les mouvements féminins une conception de l'équité entre hommes et femmes fondée sur les normes internationales relatives aux droits de la personne humaine.

D'autres manifestations sont actuellement en cours de discussion. Il est probable, par exemple, que l'Institut parraine des retraites annuelles où de hauts fonctionnaires des Nations Unies rencontreront d'autres responsables politiques et des universitaires pour débattre de questions essentielles relevant du développement social.

## Stratégies et méthodologies de recherche

Chaque fois que l'Institut aura à lancer de nouvelles recherches et à entamer un nouveau dialogue, sa démarche et sa méthodologie différera sans doute quelque peu de celles auxquelles il aura recouru dans le passé. Comme nous le relevions plus haut, il y a largement place pour des travaux fondés essentiellement sur la *synthèse*, le *débat* et les *échanges en réseau*. Dans certains cas, l'UNRISD peut apporter une contribution utile en cernant les questions décisives, en rassemblant les personnalités qui ont le plus à dire sur ces sujets, en créant des occasions de débat et en rendant cet échange d'idées accessible à un large public au travers de ses conférences et publications et par la diffusion électronique.

Il y a d'autres domaines, cependant, dans lesquels il importe surtout d'encourager des recherches originales et de faciliter les comparaisons *entre pays et entre cultures*. Dans ces cas-là, l'UNRISD doit commander de nouvelles études dans différents pays, régions et communautés. Ces études doivent être menées à bien par des chercheurs locaux qui connaissent le mieux les conditions locales, plutôt que par des étrangers qui auraient peu de temps pour s'adapter à un milieu inconnu. Les recherches étant comparatives, elles doivent être préparées avec soin et disposer d'un budget suffisant pour que les projets puissent être coordonnés entre eux. Des séminaires de préparation, organisés autour de rapports thématiques, sont indispensables, car de bonnes recherches comparatives doivent s'appuyer sur une compréhension identique des questions à traiter et sur une stratégie de recherche commune. Une fois ces bases jetées, la communication électronique peut énormément faciliter les échanges d'idées et de résultats entre les participants, et ce, pendant toute la durée du projet.

Lorsque les études et rapports de projet sont prêts, la campagne de diffusion doit commencer. Pour que les résultats de recherches interculturelles complexes soient utilisables, il faut en adapter la présentation aux besoins des différents publics et utilisateurs. Certaines études devront être publiées au niveau local et débattues dans des instances locales. D'autres devront atteindre un public international. L'encouragement systématique des traductions tient de toute évidence une place centrale dans les programmes de recherche comparatifs.

Comme la plupart des questions de développement relèvent de plusieurs disciplines, l'Institut adoptera sans doute une orientation *multidisciplinaire*—qu'il s'agisse de faire la synthèse des connaissances existantes ou de mener à bien des recherches inédites. Les réseaux de chercheurs de l'UNRISD se composent généralement d'experts de différents domaines, associés à diverses institutions. Ce peuvent être des spécialistes des sciences physiques ou sociales, des universitaires ou des militants d'ONG. La diversité des compétences et des regards portés sur un même problème n'a cessé de croître au fil des années et d'enrichir les débats et les dialogues sur les questions complexes. La difficulté de mêler les talents et les intérêts des spécialistes des sciences physiques et des sciences sociales sera particulièrement grande dans le nouveau programme de l'Institut, Technologie, entreprise et société; et le succès du programme intitulé Politique sociale et développement dépendra de la qualité du dialogue entre macro-économistes, spécialistes des sciences sociales et praticiens.



Dans tous ses travaux, l'UNRISD s'efforce aussi de veiller à ce que les problèmes soient analysés à *divers niveaux, du local à l'international en passant par le national*. Aux débats qui se situent uniquement au niveau international, échappent souvent des vérités qui, vues de la base, sembleraient évidentes. Et les recherches locales peuvent être tronquées lorsque les chercheurs n'ont pas les moyens de traiter de questions plus larges (qui se posent aux niveaux international ou transnational). L'Institut, dont le mandat est universel, se doit particulièrement d'établir des liens entre des questions et des processus locaux, nationaux et internationaux et de faire la lumière sur des secteurs de l'organisation internationale et de la définition des politiques qui ont une incidence sur les populations du monde entier.

Il incombe aussi à l'Institut de faire mieux comprendre comment la politique publique est réellement définie et mise en œuvre. Beaucoup de recherches sur le développement s'intéressent de très près au processus officiel d'élaboration des politiques mais n'étudient pas les forces qui influent sur l'efficacité de ces politiques sur le terrain. En conséquence, on se rend mal compte du fossé qui existe souvent entre les politiques, telles qu'elles sont initialement conçues ou prévues par la loi, et les mesures d'application finalement prises. C'est là une sérieuse carence. On peut y remédier en étant attentif aux dangers d'une analyse formaliste et en se souvenant que le développement social doit aussi être envisagé sous l'angle du "concret". Cette préoccupation se retrouvera dans tous les travaux de l'UNRISD.

Pour que l'Institut offre un cadre propice à la floraison d'idées nouvelles, il faut aussi que sa stratégie de recherche encourage une remise en cause systématique des modes de pensée dominants. La recherche de meilleures façons d'exprimer des tendances actuelles et d'en rendre compte et d'analyser les évolutions en cours présuppose un état d'esprit critique. L'ensemble des programmes de l'UNRISD seront par conséquent attentifs au danger de tenir pour vraies des opinions courantes. Avant d'utiliser des mots d'ordre en vogue dans le vocabulaire du développement mondial, les chercheurs de l'UNRISD s'interrogeront sur leur sens réel. Ces mots ont-ils un sens différent selon les groupes? Quelles sont leurs implications politiques? Ils devront se poser des questions du même ordre à propos de statistiques fréquemment avancées. D'où viennent-elles? Sont-elles fiables? En problématisant systématiquement les éléments constitutifs des approches dominantes dans chacun de ses domaines de travail, l'Institut devrait finalement pouvoir apporter une contribution importante au débat sur l'évolution des paradigmes du développement.

### **Le rayonnement de l'UNRISD: Une stratégie de communication et de diffusion pour l'avenir**

Au cours des dix dernières années, l'UNRISD a étendu son programme de diffusion, confiant la publication de nombreux ouvrages à des maisons d'édition commerciales et produisant lui-même diverses publications (monographies, *Discussion Papers*, documents spéciaux, documents d'information et bulletins) qui ont un large lectorat au Nord comme au Sud. Les ateliers et conférences organisés par l'Institut ont aussi tenu une place importante dans ses activités de réseau et de recherche. UNRISD ON-LINE, le site Internet de l'Institut, reçoit plus de 100.000

visiteurs par mois et constitue un élément central des efforts qu'il déploie depuis quelques années pour élargir son public. Malgré ses réalisations, l'Institut cherche encore à intensifier et systématiser ses contacts traditionnels, cultiver de nouveaux publics et se faire mieux connaître dans le système des Nations Unies et au-delà. Pour affronter ce défi, il envisage six méthodes, exposées ci-dessous.

### ***Diffusion des résultats des recherches***

L'Institut va inaugurer une nouvelle série, *Perspectives sur la recherche et les politiques (Research and Policy Insights)*, qui présentera un condensé des résultats de ses recherches. Cette nouvelle série lui permettra de traiter plus souvent et plus explicitement de questions de politique et de toucher des responsables politiques, des journalistes, des militants et d'autres personnes susceptibles d'y trouver un intérêt. L'UNRISD a déjà remplacé sa série générale des *Discussion Papers* par des Documents de programme pour rendre compte de chacun de ses cinq programmes de recherche. Bien que comparables par le fond et la forme aux anciens *Discussion Papers*, les Documents de programme donneront plus de cohérence à la production de chaque domaine de recherche. L'Institut pourra ainsi atteindre plus facilement des groupes ayant des pôles d'intérêt spécifiques, tout en restant en contact avec son public traditionnel, composé d'universitaires et de chercheurs.

Pour les lecteurs désireux de recevoir une synthèse générale des résultats de ses divers programmes, l'Institut continuera à publier des volumes écrits en style journalistique et illustrés de photographies, comme *Etat de désarroi* et *Mains visibles*.

### ***Une meilleure vulgarisation et distribution***

L'Institut envisage également d'organiser des *Ateliers recherche et politiques* pour favoriser la discussion des résultats présentés dans la série des *Research and Policy Insights*. Ils se tiendront à Genève ou ailleurs et rassembleront les participants les plus divers, notamment des décideurs de la communauté internationale et des membres d'ONG, ainsi que des chercheurs associés aux programmes de l'UNRISD. L'Institut se servira de son site Internet pour mener à bien cette initiative.

Les ateliers la recherche et les politiques compléteront les ateliers et conférences qui sont régulièrement organisés dans le cadre de projets spécifiques de l'UNRISD, tant à Genève qu'ailleurs dans le monde.

### ***Des coéditions commerciales plus accessibles dans les pays en développement***

La plupart des manuscrits de la taille d'un livre sont publiés par des éditeurs commerciaux, de sorte que les résultats des recherches de l'UNRISD sont largement diffusés au Nord. Toutefois, les livres publiés par des éditeurs commerciaux ont souvent des prix qui dépassent les moyens des particuliers et des institutions du Sud. L'Institut tentera donc de confier plus systématiquement la publication de ses manuscrits à des partenaires du Sud et, lorsqu'il y parviendra, à en assurer la diffusion au Nord par ses propres circuits.

L'UNRISD cherche aussi d'autres moyens de faire connaître les résultats de ses recherches à divers publics dans les pays où elles ont été menées. Il demande par exemple aux éditeurs du

Nord de prévoir deux prix différents, un moins onéreux pour les livres vendus dans les pays en développement. Cette politique est déjà en vigueur pour les monographies et les documents publiés par l'Institut lui-même. Il se mettra en quête d'un financement pour couvrir, le cas échéant, les coûts liés à la traduction et à la publication dans d'autres langues.

### ***Bibliothèques dépositaires***

L'UNRISD tient à ce que ses publications soient diffusées, au Nord comme au Sud, par des bibliothèques et des établissements ouverts au public. Sur sa liste de diffusion figurent actuellement plus de 1.000 bibliothèques et centres de documentation. Plus de 200 d'entre eux participent à une initiative nouvelle de livres en dépôt, qui a renforcé le programme de diffusion gratuite de l'Institut dans les pays en développement. Un établissement a été retenu dans chaque pays en développement, deux ou trois au maximum dans les grands pays. Chaque établissement reçoit gratuitement l'ensemble des publications de l'UNRISD. Les bibliothèques du Nord, qui ne reçoivent plus gratuitement les publications de l'UNRISD, sont encouragées à soutenir la diffusion au Sud par leurs achats et abonnements. L'Institut cherchera un financement pour étendre ce système de livres en dépôt.

### ***Développement des capacités d'Internet et diffusion électronique***

Depuis que sa conception a été revue en avril 1998, UNRISD ON-LINE a attiré un nombre impressionnant de visiteurs. Sa fréquentation est en hausse constante. L'Institut envisage d'étendre et d'améliorer l'utilisation de son site Internet, pour mieux faire connaître les travaux réalisés dans le cadre d'un projet particulier, élargir le réseau de ses collaborateurs ou soutenir l'initiative Recherches et politiques. Il se sert beaucoup d'Internet pour donner suite au Sommet social.

### ***Une nouvelle identité visuelle***

Enfin, l'UNRISD a élaboré une nouvelle identité visuelle. Au niveau institutionnel, de nouveaux documents ont été produits pour faire mieux connaître ses travaux et mettre en évidence ses compétences. Ce sont aussi d'excellents outils de promotion pour l'Institut dont ils soutiennent l'effort de recherche de fonds. Pour ce qui est des cinq grands programmes de recherche, une nouvelle présentation des résultats devrait faciliter leur commercialisation. L'institut espère qu'une plus grande cohérence dans la conception et la présentation de ses publications l'aidera à être mieux reconnu dans le débat international sur le développement.



### **Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social**

L'UNRISD est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. Il est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les politiques de développement et les changements d'ordre économique, social et environnemental affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Ses recherches actuelles portent sur les thèmes suivants: Société civile et mouvements sociaux; Démocratie, gouvernance et droits de l'homme; Identités, conflit et cohésion; Politique sociale et développement; et enfin, Technologie, entreprise et société.

Pour obtenir la liste des publications de l'UNRISD et leurs prix, s'adresser au Centre de référence:

UNRISD • Palais des Nations • 1211 Genève 10 • Suisse  
Téléphone +41 (0)22 9173020 • Fax +41 (0)22 9170650  
[info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org) • [www.unrisd.org](http://www.unrisd.org)